



## Communiqué de presse

051/24

Montreuil, le 25 juin 2024.

### La FSESP élit une nouvelle direction à son congrès à Bucarest

Bucarest, le 20 juin 2024 - 500 dirigeants syndicaux des services publics de toute l'Europe ont élu une nouvelle direction qui défendra les services publics et les droits de ses travailleuses et travailleurs.

La Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) organise son 11<sup>ème</sup> Congrès du 18 au 20 juin 2024 au Palais du Parlement à Bucarest, en Roumanie. Cet événement est l'occasion de définir les priorités de la fédération, notamment la lutte contre l'extrême droite, la création de lieux de travail inclusifs, l'opposition à l'austérité et la défense d'une Europe qui donne la priorité aux personnes, à la planète et à la paix plutôt qu'aux profits.

Le Congrès de la FSESP a élu les dirigeants de la plus grande fédération syndicale d'Europe, qui représente des millions de travailleuses et travailleurs fournissant quotidiennement un large éventail de services publics aux niveaux national, local et régional ; au sein d'organisations à but non-lucratif, ainsi que d'entreprises privées multinationales.

Françoise Geng a été élue à la présidence de la FSESP. Mme Geng est membre de la Fédération Santé action sociale de la CGT. Venue du secteur des soins dentaires, Mme Geng a occupé de nombreux postes au sein de son syndicat local, régional et national et a été présidente de la section du travail et de l'emploi du Comité économique et social français de 2011 à 2015. Elle est première vice-présidente de la FSESP depuis 2019.

« *Je suis ravie d'avoir reçu la confiance des syndicats européens de la fonction publique* », a déclaré Mme Geng. « *L'Europe traverse une période politiquement turbulente, dangereuse pour la démocratie, et le besoin de services publics forts et de syndicats résistants n'a jamais été aussi grand. Ensemble, nous mènerons le combat pour que les services publics restent la pierre angulaire de nos sociétés. Je m'attacherai tout particulièrement et prioritairement à faire progresser la position et les droits des femmes. Il est temps d'avoir des services publics performants et bien dotés en personnel - c'est l'heure des services publics !* »

Jan Willem Goudriaan a été élu Secrétaire général de la FSESP pour un troisième mandat. Jan Willem est Secrétaire général de la FSESP depuis 2014. Avant de rejoindre la FSESP en 1992, il a travaillé pour le syndicat néerlandais des services publics AbvaKabo (aujourd'hui FNV). En tant que secrétaire général, Jan Willem est responsable de la coordination politique générale et de la gestion du personnel et des finances de la FSESP. Fort de sa vaste expérience et de son dévouement aux travailleuses et travailleurs des services publics, M. Goudriaan a souligné le rôle essentiel des services publics dans le façonnage d'une Europe meilleure.

« *Des services publics de qualité sont l'épine dorsale d'une société juste et équitable* », déclare M. Goudriaan, « *une société qui fait passer les personnes et la planète avant le profit. La FSESP continuera à défendre les droits syndicaux et les droits de négociation collective des travailleuses et travailleurs des services publics partout en Europe. Nous rejetons l'austérité. Ensemble, nous pouvons construire l'Europe que nous envisageons – une autre Europe ; une Europe ancrée dans la solidarité, l'égalité pour toutes et tous et la justice sociale* ».

La FSESP exprime sa sincère gratitude à la présidente sortante, Mette Norde (Fagforbundet, Norvège), pour le travail exceptionnel qu'elle a accompli au cours des cinq dernières années. Son engagement et sa passion ont jeté des bases solides pour les activités futures de la FSESP. La fédération a également fait ses adieux à Penny Clarke qui était la Secrétaire générale adjointe de la FSESP depuis 2014, et à Richard Pond, créateur du bulletin d'information de la FSESP sur la négociation collective, la plus ancienne publication de ce type en Europe.

Les dirigeants nouvellement élus continueront à guider les efforts de la FSESP pour promouvoir des services publics de qualité et garantir le respect des droits des travailleurs aux quatre coins de l'Europe.